

## BGE 3 I 463

Bundesgericht (BGE), 1877-01-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_3\\_I\\_463](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_3_I_463)

FR: ATF 3 I 463

IT: DTF 3 I 463

### Volltext

462 A. Sta.a.tsrechtliche Entscheidungen. TI. Abschnitt. Bundesgesetze. fd}tuerbe lieim ~unbe~gerid}tc. ~ic tuiebcr~onen i~r beim .§Se= ~irfgratl)e gefteffte~ @efud} I inbem in ber mertl)eHung beg ~(= menbnnulleng, tuie er fciteng ber @emeinbrätl)c Unterid}äd}en unb ~l'hingen erfolgt lei, eine im ,@iberfl'tUd) mit ~rt. 8 ber ernerfd}cn Stanton~\}etfaffung ftel)enbe ~e\}Oraugung 'oer ~eid}en Hege. C. ;!let engere }8e~irtgratl) Uri trug barauf an, bau ~Mut~ renten \}orerft an 'oie huftänbigen ernerfd}en Dlierbe~iirben \}er~ tutelien tuerben. ,Bur megrünDung Diefes mege~teng füf}rte Der: feibe an: ;!lie merfassung beg Stanton Uri be~eid}ne in §. 81 Die me~ittggemeinDe alg 'oie .olierfte Snftanö in Storl'.orationg= fad}en un'o räume il>r 'oa~ ~ed)t ein, für 'oie menullung beg St.or~.orationt'guteg 'oie il)r gutbünfen'oe mertuafungg.orbnung auf: öuftellen. ~ad} §§. 84 un'o 85 ibidem fei Der me~hr3ratl), 'oeffen ~ugfd}uu 'oer engere ~e~irt3ratl) liirbe, bie \}.o((15tcl)en'oe ~eI)örbe in meAitt13angelegenl)eiten, unb tuenn fid} Semanb ülier mefd}lüffe be13 engern meöid13ratf)el! liefd}\1)eren tuo((e, f.o D)alie er fid} an ben meöhf13ratl) AU tuenben. Uelief)aul't müffc, tuo el! fid} um met1ellung \}on @efellen .ober gar ber merfassung D)anbfe, \}orcrft 'ocr rantonale Snftan15en3ug crfd}iil'ft fein, lie\}.or ber ~eturg an 'oie mun'oe13bel>örben geflattet tuerben rönne. ~e= funenten mögen fid} bal)cr \}.orerft an ben mC15hf13ratl) unb e\}cn= tue(( an bie ~egietung unb bcn Eanbrat~ \1)enben, tue1d}e me~ r,ötben Aut ~anbf)aliung ber merfassung bcr!ffid}tet feien. ;!lie IDl.oti\}c beg teturrtrten mefd}luffeg feten fobann berart I bau fie ber Sl'orrettur beg ~eöidl!ratl)eg unterliegen müffen, r.obatb ~e= futtenten eg \}erlangen, unb niefelben erft Durd} 'oie liqitt13rätl)= lid}e ~eftätigung Da~ gefellid)e ~nfef)en erl>aHen. ;!lag munbeggrid}t öicf)t in @rtuägung: ;!lie ~nfid}t beg engem ~e5ht~ratf)eg \}on Uri, bau ~efd}tuer= ben ülier merleßung fantonaler merraffung13bestimmungen nur gegen lellintfanAlid}e merrügungen tantonaler mef)örben lieim munbe3gerid}te angebrad}t tuerben fönnen, ift ~\1)ar fetnegwegg a((gemein rid)tig. .\ffiof)l aber gef)t Die {onftante ~ra~i3 ber mun= beßliel)örDen baf)in, bauliei @egenftänben Der innern merttla(tung etne13 Stanton me;d}\1)et'oen, ttleXd)e fid) le'oiGHd) auf ~id}tbead):; tung tantonaler merfa\funggbeitimmungen be~ief)en, \}.orerft bei II. Auslieferung von Verbrechern u. Angeschuldigten. N0 79 u. SO. 463 ten öuitän'oigen tantonalen mef)ör'oen anöubringen ieien unD etft nad) 1)urd)laufen 'ee~ tantonalen SnftanöenAuge~ an Die munbeg, 'be~\rcen ge~11gen merben rönnen. ~ad} biefer ~ra~ig, \}on tuer~ ~et ab3uge~en tein l)inreid)enber @tunb \}orliegt, mu~ 'oie \}or~ ltegenbe mefd}tucrbe atler'oing3 a!tl berfriif,t AltUctge\1)iefen merben unb ö\1)ar um fo mef,lr, al~ bex rdurride ~efd)(uu nid}t einmal 1)om mebit13ratf; Uri felbft, fon'eern lebigidj bon einem ~ug: fd)uß begfelben, bem engem meaitf3rat~e, au3gegangen tft, beffen ?Berfügungen Dermeftätigung be3 gefamnten meöirf~ratt;e13 un~ tetliegen. ;!lemnadj t;at 'eag }Sunbe3gerid)t ertannt: ~uf bie }Sefd}tuet'oe \1)itb ~ur ,Bei! nid}t eingetreten unb ben mdurrenten überlaffen, fid) \}orerft an 'oie ~uftänbigen mef)ör'een be~ Stantonß Ud ~u tuen'een. II. Auslieferung von

Verbrechern und Angeschuldigten. Extradition de criminels et d'accusés. 80. Arrêt du 26 septembre 1877 dans la cause Paletti. Par requêtes en date des 26 juillet et 3 août 1877, adressées, la première au Tribunal fédéral, et la seconde au Président de ce corps, Amedeo Poletti expose en résumé ce qui suit: Le nommé Saager, domicilié à Berne, courtier en grains, maltz, houblon, etc., était en relations d'affaires avec Poletti qui lui accordait des signatures de complaisance et lui acceptait des traites en blanc et sans indication de somme. A l'échéance de ces traites, Saager en transmettait le montant à Poletti qui payait à présentation à Fribourg son domicile. Une de ces traites du montant de 4000 fr. fut protestée, et Poletti se rendit, le 16 mai 1877, auprès de Saager pour régler cette affaire. Il trouva ce dernier chez le sieur Botstetter, rés. 464 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. 11. Abschnitt. Bundesgesetze. teneur à Berne, et entouré d'un grand nombre de meuniers et autres correspondants qui lui avaient également prêté leurs signatures. La Poletti apprit qu'à propos de cette traite de 4000 fr. qui ne devait être que de 1000 fr. suivant le dire de la caution Hoffstetter, Saager était accusé de s'être rendu coupable d'un faux, mais que tout s'arrangerait si Poletti s'engageait à parer la moitié de cette traite par 2000 fr. et apportait du notaire stipulateur du protêt un récépissé faisant foi de ce paiement. Poletti partit aussitôt pour Fribourg et revint à Berne porteur du récépissé demandé. Les cautions de Saager, déclarant alors à Poletti que des faux avaient été commis sur d'autres traites encore que celle de 4000 fr. en question, et que l'affaire ne pouvait plus s'arranger firent entrer deux gendarmes qui arrêterent Poletti et le conduisirent immédiatement en prison, où il se trouve encore, sous l'inculpation de complicité aux actes frauduleux commis par Saager. Le Juge instructeur exige, pour la mise en liberté provisoire du requérant, la somme de 50000 fr. que celui-ci ne peut payer, vu que la détention préventive qu'il subit a amené sa faillite. Poletti conclut 1° ce qu'il plaise au Tribunal fédéral annuler le mandat d'arrêt décerné contre lui et ordonner son élargissement; 2° à ce que le Président du Tribunal fédéral veuille ordonner par mesure provisionnelle la mise en liberté du recourant, ou tout au moins dire et prononcer que le cautionnement demandé pour cette liberté provisoire ne pourra pas dépasser 6000 fr. Poletti avance à l'appui de la première de ces conclusions qu'ayant un domicile réel à Fribourg, il ne pouvait, de par les dispositions des art. 7 et suivants de la loi fédérale sur les extraditions du 24 juillet 1852, être soumis aux autorités bernoises sans le consentement du canton de Fribourg et sans avoir été appelé à s'expliquer lui-même sur la demande de son extradition. Le recourant ajoute que cette violation d'une loi fédérale autorise le prévenu à s'en plaindre auprès du Tribunal fédéral, chargé de par les art. 113 de la Constitution et 59 de la loi sur l'organisation judiciaire de veiller à l'application des lois fédérales. II. Auslieferung von Verbrechern und Angeschuldigten. N° 80. 465 Appelé à se prononcer sur les conclusions du recours, le Conseil exécutif de Berne, par office du 18 août 1877, transmit au Tribunal fédéral un rapport, daté du 15 dit, du Procureur général de ce canton: le Conseil exécutif déclare être entièrement d'accord, soit avec le contenu, soit avec les conclusions de cette pièce approuvées par la Chambre d'accusation du Tribunal suprême qui tendent: 1. À ce qu'il plaise au Président du Tribunal fédéral ne point entrer en matière sur la requête de Poletti en libération provisoire, et subsidiairement écarter la dite requête. 2. À ce qu'il plaise au Tribunal fédéral écarter le recours de Poletti. Par nouvelle requête, datée du 17 août 1877, Amedeo Poletti conclut à ce qu'il plaise au Tribunal fédéral, vu l'art. 63 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire du 27 juin 1874, combiné avec les art. 199 et suivants de la loi fédérale provisoire sur la procédure du 20 novembre 1850, dire et prononcer qu'il y a lieu de surseoir à tout acte ultérieur d'instruction vis-à-vis du recourant et en particulier à sa mise en jugement devant la Cour d'assises ou devant toute

autre auto-rite bernoise jusqu'à ce qu'il ait Me statue par le Tribunal federal sur le bien ou le mal fonde du recours au fond, le tout a titre de mesure provisionnelle et sans prejudice a la demande de mesure provisionnelle dejä formulee. Invitee ä se prononcer sur cette nouvelle requete, la Cham- bre d' accusation, par lettre du 23 Aout 1877, dit s' en referer entieremenf, sur ce point, au rapport du Procureur general precite, et declare d'ailleurs ne rien vouloir statuer touchant la mise en accusation de Poletti, avant que le Tribunal federal ait juge le recours interjete par ce dernier. Par arrete en date du dit 23 Aout 1877, le President du Tribunal fMeral, statuant sur les mesures provisionnelles reclamees, decide de refuser la mise en liberte provisoire requise par Poletti, attendu, entre autres, que le recours adresse par le dit Poletti au Tribunal federal contre son ar- restation du 16 Mai, est date du 28 Juillet suivant, et se rapporte ainsi ä un etat de fait, dont le maintien consiste 466 A.

Staatsrechtliche Entscheidungen. II. Abschnitt. Bundesgesetze. precisement en le droit qu' ont les autorites bernoises de con- server en etat d'arrestation le prevenu jusqu'a ce qu'il 80it autrement ordonne par le Tribunal federal. Statuant sur ces faits el considemnt en droit : 10 Le present recours, dont il y a lieu de connaitre actuel- lement a teneur de l'art. 59 litt. a de la loi sur l' organisation judiciaire federale, a trait exclusivement a. une preten~ue violation, au prejudice de Poletti, et ensuite de l'arrestatiOn dont il a ete l' objet de par les autorites bernoises, des art. 7 et suivants de la loi federale sur rextradition de malfaiteurs el d'accuses du 24 Juillet 1852. 20 Les articles invoques ne sont touteJois point applicables en l'espece. Ils ne se rapportent, en effet, qu'aux cas ou l'au- torite de justice ou de police competente d'un canton a trans- mis a un autre canton le signalement d'un malfaiteur ou d'un prevenu, afin qu'il soit poursuivi, et non a ceux ou un Canton, faisant usage de son droit de souverainete, arrete et a deja incarcerer sur son propre territoire un individu inculpe d' elre l'auteur ou le complice d'un delit de droit commun. On ne saurait astreindre aux conditions et garanties dont la loi a voulu entourer une extradition une simple arrestation regu- lierement executee dans un interet de repression penale, sur le territoire et par les autorites du canton ou le delit a ete commis, sans qu'il ait eie allegue que cette arrestation ait ete precedee et obtenue par des manœuvres de la police destinees a attirer le prevenu hors des frontieres de son canton. 30 Or il resulte avec evidence des pieces du dossier que l'arrestation de Poletti a Berne a ete motivee et justifiee par de graves soupeons de complicité a divers faux et manreu- vres frauduleuses perpetres sur territoire bernois. On ne peut done attribuer a cet acte de la PrMecture de Berne, qui a eu pour but et pour effet de s'assurer directement de la personne du prevenu, la consequence d'avoir viole les pri~eipes de la loi fMerale sur l' extradition, lesquels ne sont premsement ap- plicables qu'aux eas ou l'aeeuse ne se trouve point en,mains de l'auforite du for du delit. Les griefs articles par le reeou- rant so nt done denues de fondement. III. Bau und Betrieb von Eisenbahnen. N° 81. Par ees motifs, Le Tribunal federal prononce: Le reeours est ecarte comme mal fonde. In. Bau und Betrieb von Eisenbahnen. 467 Etablissement et exploitation des eh emins de fer. 81. Urtl)eil l)om 13. Suli 1877 in @)an, en ber In, weiöerifn, en ~entrania~n. A. :Ilie ~enttaIoal)ngefellin, aft be~~t bei ber luaernifn, en ~t~tion :Ilagmerfe((en 3wei Eanabfd)nitte, He ~war mit bem ~brtgen 3ur mal)nanfage nötl)igen moben· auf bem @!~ro.'pria" ttongwege erworoen Worben pnb, lebon, wegen eineg 3wifn, en benfelben unb bem @)tatiöng.'pIa~e Iiegenben mJaffergrabeng big: ~er ~u mal)nöwec'fen nin,t benuJ, jt Werben fonnteu. Sn ~olge Eogfaufg l)on mJaffenen, ten tann ieben, ber GJralien uunmel)r ausgefü((t unb 'oie merliinbung jener beiten ~arcellen mit 'oem @)tatiöng.'plaJ, je l)ergeftent werben. ~uf ber Dftlette biefer ~at:: c~((en unb an biefelben anfiotenb liegt eine lmatte, wefd)e ftül)er emem ~in,arb Stronenberg gel)örte, feitl)er aber in hag @)igen: tl)um

beg @)tatiengl)orfthanbeg lmarfurt übergegangen fein foll unb innörbl.lftHd)er ~id)ung eine  
~ug" unb ,8ufal)rt auf bie Eangnau~:Ilagmerfe((enftraäe l)at. ~uf biefer lmatte, unb ~war  
unmittelbar an ter GJren~e ber @)tation :Ilagmerfe((en rell'. ber lleiben genannten  
~arce((en, enteHete lmarfurt in jüngfter ,8eit ein GJebäube unb 'oa bie ~enttallial)n fid)  
weigerte, befel6en für biefeG Sjaug eine ,8ufal)rt auf bie aur @)talion fül)renbe,  
AltJifd)en biefeG Sjaug unb bem @)tationgebäude liefinblid)e @)ttai3e ein3urliumen, fo  
gelangte er an ben GJemeinbtat) :Ilag, merfellen mit bem megel)ren, eg möd)te bie  
@ifenlia~ngefe((fd)aft auf bem @~.'pl'{l~riation~wege öm ~6tretung be~ öU einer iOld)en  
ßUfal)rt lleni\t~igten m{lben~ angel)alten Werben. :Iler GJemeinb: raU} :Ilagmeriellen  
entf~rad) bielem megel)ren burd) mefd)lufi l)om

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte  
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.